

Brochure n° 3127

Convention collective nationale

IDCC : 1396. – **INDUSTRIES**
DE PRODUITS ALIMENTAIRES ÉLABORÉS

CLAUSE DE REVOYURE DU 8 NOVEMBRE 2006
À L'ACCORD SALAIRES MINIMA DU 10 AVRIL 2006
(BRETAGNE OUEST-ATLANTIQUE)

NOR : ASET0750088M

IDCC : 1396

Entre :

Le syndicat des fabricants d'aliments conservés de Bretagne ouest-atlantique,

D'une part, et

Le syndicat de l'alimentation CFDT,

D'autre part,

suite aux négociations intervenues entre les précités, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Clauses de revoiture

Les parties étaient convenues, lors des négociations du 10 avril 2006, de se réunir ce jour afin d'analyser l'évolution de l'indice des ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé (hors tabac) tel qu'il se présente fin septembre 2006. Cet indice se situe à 1,4 % pour la période concernée. Les augmentations salariales intervenues au cours de la négociation du 10 avril 2006 s'échelonnaient entre 1,73 % et 2,02 %. En conséquence, la clause de revoiture n'a donc pas à s'appliquer au cas présent.

Dans notre accord du 10 avril 2006, nous étions convenus de procéder, dans la mesure du possible, à une « aération » de la grille des minima en prenant l'engagement de rétablir dans les 3 ans un écart de 15 % entre le

coefficient 120 et le coefficient 195, toutes choses étant égales par ailleurs, et notamment le niveau des minima sociaux tels que définis par le gouvernement au 1^{er} juillet de chaque année.

Or, en raison de la fixation du SMIC à 8,27 € de l'heure, cet engagement de 3 ans n'est plus raisonnablement envisageable et fera l'objet d'une nouvelle définition au cours de négociations ultérieures.

Cependant, malgré cette augmentation « surprise » du SMIC, le syndicat des fabricants d'aliments conservés de Bretagne ouest-atlantique, désireux de prouver sa volonté de poursuivre cet objectif d'aération de la grille, et le syndicat de l'alimentation CFDT se sont accordés sur le barème des minima suivant.

Barème des minima applicables au 1^{er} novembre 2006

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	RÉMUNÉRATION TOTALE (taux horaire x 151,67 h)
I	120	8,27	1 254,31
	125	8,28	1 255,83
	130	8,30	1 258,86
	135	8,32	1 261,89
	140	8,34	1 264,93
II	145	8,36	1 267,96
	150	8,41	1 275,54
	155	8,48	1 286,16
	160	8,56	1 298,30
	165	8,65	1 311,95
III	170	8,77	1 330,15
	175	8,89	1 348,35
	180	9,01	1 366,55
	185	9,13	1 384,75
	190	9,26	1 404,46
	195	9,38	1 422,66

Article 2

Formalités de dépôts. – Publicité

Le texte du présent accord sera déposé au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes du lieu de conclusion (Quimper) et aux services centraux du ministère chargé du travail (en 2 exemplaires, une version sur support papier et une version sur support électronique), conformément aux dispositions du code du travail.

(Suivent les signatures.)